

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

L'avance de l'Armée Rouge et la politique étrangère de Staline

L'AVANCE incessante de l'Armée rouge a porté les forces soviétiques en Finlande, dans les pays baltes, au cœur de l'Europe sur la Vistule et dans les Balkans. L'avance de l'Armée rouge provoque partout des remous profonds dans la classe ouvrière qui se lève pour son émancipation, pour briser ses chaînes: mais la bureaucratie ne veut pas que la révolution prolétarienne lève son étendard en Europe, car elle craint, à juste titre, que la révolution ne balaye cette caste parasitaire qui a usuré le pouvoir en U.R.S.S. C'est pourquoi, aujourd'hui, plus que jamais, on peut voir Staline et l'oligarchie bureaucratique qui domine l'U.R.S.S. soutenir dans tous les pays où l'Armée rouge est entrée victorieuse, non le prolétariat révolutionnaire, mais les pires ennemis de la classe ouvrière.

En FINLANDE, après la capitulation de ce pays, le gouvernement bourgeois qui marchandait les conditions de paix avec Staline est celui du maréchal Mannerheim, le bourreau du peuple finnois, celui qui a fait toute sa carrière dans les trois guerres contre l'U.R.S.S.: en 1918, en 1940 et 1941-44. L'Armée rouge, seule maître dans ce pays, est frustrée en réalité de sa victoire par Staline, car le régime bourgeois et ses pires suppôts restent en place: la seule chose « demandée » par Staline à la Finlande, c'est une politique extérieure « favorable » à l'U.R.S.S. Or, les marchandages avec les ennemis de toujours de l'Union Soviétique ne peuvent aboutir qu'à des compromis pourris: la bourgeoisie finlandaise a déjà « promis » en 1940 de ne plus reprendre les armes contre l'U.R.S.S., ceci ne l'a pas empêché de recommencer la guerre, aux côtés de Hitler, en 1941.

Même dans les territoires qu'elle entend annexer directement à l'U.R.S.S., la bureaucratie ne fait pas confiance à la classe ouvrière. Au contraire, en même temps que les bureaucraties nationalisent l'industrie et distribuent la terre aux paysans, comme en ESTONIE, en POLOGNE ORIENTALE ou en Bessarabie, ils s'opposent à toute intervention directe de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre qui croient que l'heure de la vengeance contre les classes exploiteuses, capitalistes, hobereaux et leurs policiers, a sonné.

Comme en 1940, lors de l'avance de l'Armée rouge en Lituanie, lorsque les ouvriers de Vilno ont formé leurs soviets ouvriers, la bureaucratie a réprimé dans

le sang le soulèvement des ouvriers et des paysans de Bessarabie. Si la bureaucratie ne peut intégrer à l'économie soviétique un territoire quelconque sans y introduire la nationalisation du sol et celle des moyens de production, elle s'oppose à ce que ces mesures soient prises directement par la classe ouvrière. Car l'exemple d'un soulèvement victorieux se propagerait comme le feu à travers l'Europe entière. Mais c'est en dehors de ces territoires que la bureaucratie peut annexer à l'U.R.S.S., que la politique contre-révolutionnaire de Staline apparaît au grand jour.

En POLOGNE, Staline veut établir un gouvernement de marionnettes bourgeoises à sa dévotion. Le « Comité de Libération de la Pologne » de Lublin est le pire cloaque de politiciens bourgeois. Le commandant en chef de l'armée de « libération » contrôlée par Staline est le général Rola Zymieski, ce qui, en 1920, dirigea la deuxième division polonaise contre la Révolution bolchévique, celui qui, en 1937, en collaboration avec le fameux colonel Beck, a soutenu Franco dans la guerre civile espagnole.

La seule différence entre le « Comité de Libération » de Staline et le gouvernement polonais fantôme de Londres ne réside pas dans leur caractère social: les deux sont les pires ennemis de la classe ouvrière polonaise. La différence réside dans l'appui momentané du « Comité » sur l'U.R.S.S. et du « gouvernement » sur Londres. Les 3/4 des membres du « Comité » de Staline passeront à ses ennemis dès que le moindre changement diplomatique le permettra. Le programme du « Comité de Libération » est tout comme celui du « gouvernement » de Londres un programme d'esclavage. Les deux se proposent naturellement de garder la structure de la Pologne, de la Pologne des capitalistes et des hobereaux, et veulent l'agrandir par l'occupation de la Prusse d'où les allemands seraient chassés.

Voilà ce que la politique contre-révolutionnaire de Staline couvre avec le prestige de l'U.R.S.S., en échange de la « promesse » creuse que la Pologne bourgeoise restera « l'amie et l'alliée » de l'U.R.S.S. Les deux cliques de généraux, celle de Londres comme celle de Lublin, se sont parfaitement gardés d'aider l'insurrection du prolétariat de Varsovie, et ont laissé les nazis l'étouffer dans le sang. Varsovie la Rouge, baigne dans le sang

(suite page 2, 5^e colonne)

« Dix jours qui ébranlèrent le monde »

VOICI 27 ans, la révolution d'Octobre balayait le capitalisme en Russie. Marcel Cachin, dans l'Humanité, comparait les journées d'Octobre à Léninegrad aux journées de barricades d'août dernier à Paris. Mais peut-on comparer la révolution qui ébranla jusqu'à ses fondements le monde capitaliste au remplacement d'un gouvernement bourgeois par un autre ? Peut-on comparer ce que firent Lénine et Trotsky à ce que fait aujourd'hui le gouvernement de Gaulle ?

Ce fut la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Les usines furent confisquées sans indemnités ni rachat. Les soviets étaient les organes démocratiques du pouvoir prolétarien. Ils prenaient des décisions, les exécutaient et jugeaient les coupables. L'armée bourgeoise fut remplacée par les Milices rouges; les officiers étaient élus par les soldats, par les ouvriers et les paysans en armes. Le pouvoir ouvrier battit les gardes blancs et l'intervention du capitalisme mondial.

Mais la révolution fut vaincue en occident grâce à la trahison social-démocrate. La Russie ouvrière resta isolée. Pays économiquement arriéré, il rencontra des difficultés énormes. A leur faveur, les éléments petits-bourgeois, les bureaucrates, accaparèrent le pouvoir. Dans les soviets, il n'y eut plus de démocratie, et, depuis 1936, ils n'ont plus aucun rôle. Les vieux révolutionnaires furent fusillés. Trotsky, chef de l'Armée Rouge pendant la révolution, fut chassé, puis assassiné. A leur place, Staline réinstalle maintenant les popes et les évêques.

Le sort de ce qui reste du régime ouvrier en Russie dépend maintenant du sort de la révolution ouvrière en Europe et dans le monde.

Pour le maintien du régime ouvrier en Russie, pour la victoire de la révolution mondiale, il faut briser le bureaucratisme stalinien, il faut rejoindre les rangs de la IV^e Internationale.

OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE RIPOSTE OUVRIÈRE

AUJOURD'HUI les pavés ont repris leur place, la police ne fait plus la grève, le général de Gaulle condamne les « improvisations d'autorité » nées au cours de l'insurrection nationale, les ouvriers chôment.

Une « révolution populaire » ?

A propos des événements que nous avons vécus, des chefs de la Résistance ont parlé de « révolution populaire ». Les chefs du Parti Communiste Français, de leur côté ont essayé, eux aussi, de « populariser » le régime. Non pas en s'attaquant aux fondements mêmes de l'Etat bourgeois, mais en introduisant les militants de la Résistance ou du Parti Communiste Français dans le gouvernement dans l'Assemblée Consultative, dans la police, dans les mairies. De cette façon on pensait transformer le régime, affaiblir la bourgeoisie, mais sans courir le risque de faire appel au mouvement populaire lui-même, sans susciter largement l'esprit d'offensive et d'initiative des masses populaires. Au contraire, bien souvent, la Résistance et le Parti Communiste Français ont brisé l'élan des classes laborieuses vers les véritables solutions révolutionnaires.

Les Comités d'usines, issus de la volonté ouvrière, à Lyon et à Montluçon, par exemple, étaient rapidement pris en mains par les Comités de Libération, organismes non élus, partisans de la collaboration des classes, qui « liquidaient » les essais de gestion ouvrière dans un certain nombre d'usines: Berliet à Lyon, Dunlop à Montluçon, etc...

Si maintenant on examine « l'expérience militaire », la même politique apparaît de façon très claire: dans les journées de l'insurrection nationale des milices populaires ont surgi. Depuis lors, la Résistance et le Parti Communiste Français ont travaillé à les intégrer dans l'armée et dans la police.

La bourgeoisie est au pouvoir

En définitive, la soi-disant « révolution populaire » a abouti à un mélange de généraux, de politiciens, d'administrateurs bourgeois avec des officiers, des politiciens, des administrateurs issus des mouvements de Résistance.

La nature de l'Etat, celle du gouvernement en sont-elles changées ? Nullement. L'Etat et le gouvernement restent les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, du système capitaliste d'exploitation.

L'hebdomadaire Libertés écrit justement: « L'ordre et la loi que le général de Gaulle parle de défendre c'est l'ordre bourgeois, c'est la loi bourgeoise ». Le colonel Rol-Tanguy a beau être un ancien métallo, il défend la bourgeoisie. Et Tillon, et Billoux, et d'autres des mouvements de Résistance et du P.C.F. qui participent au gouvernement, à l'administration publique, à la construction d'une nouvelle armée pour servir l'impérialisme français, se font, volontairement ou involontairement, les défenseurs des privilèges et de leurs privilèges.

Dualité de pouvoir ?

Libertés, dans son premier numéro, voyait dans les Comités de Libération des organismes d'un « pouvoir populaire » opposé au pouvoir bourgeois représenté par le gouvernement. En fait, nous l'avons déjà dit, les Comités de Libération se sont emparés des municipalités, non seulement sans être sanctionnés par des élections démocratiques, mais encore sans faire appel au combat des opprimés pour détruire de fond en comble l'ancien état de choses, limitant la lutte à des opérations militaires contre les troupes allemandes.

Certes, ils représentaient — momentanément — autre chose que « l'ordre bourgeois et la loi bourgeoise », en particulier, ils ont agi avec beaucoup d'énergie dans le domaine de l'épuration, mais l'ordre bourgeois et la loi bourgeoise n'ont pas été détruits par des initiatives, des « improvisations d'autorité » comme dit le général de Gaulle, faites en dehors du contrôle des masses en alliance avec

les cadres bourgeois de l'administration, de l'armée et de la police.

La bourgeoisie contre les « improvisations »

Non seulement le capitalisme est toujours debout, mais il redresse chaque jour un peu plus la tête. Toutes ces fusillades, toutes ces barricades, ces milices, ces Comités, ne lui disaient rien qui vaille. Aujourd'hui, les capitalistes s'aperçoivent que la « révolution populaire » n'a pas changé grand chose. Ils commencent à reprendre en mains tous les fils du pouvoir qui leur avaient un moment échappés.

Ils commencent par liquider tous les aspects « populaires » des F.F.I.: plus d'officiers élus, plus de contrôle des soldats sur les officiers, intégration des F.F.I. dans l'armée traditionnelle avec des cadres bourgeois. Ils poursuivent en liquidant, en essayant de liquider, les Comités ouvriers de gestion ou de contrôle. Ils parlent de transformer les milices patriotiques en « gardes patriotiques » permanentes, appointées, commandées par le préfet de police. Et, pour mater la classe ouvrière, ils retardent le plus possible la reprise de la vie économique.

Ainsi se développe l'offensive de la bourgeoisie contre les classes laborieuses. Elle est facilitée, favorisée, par l'attitude des mouvements de Résistance, de la C.G.T. du P.C.F., qui font leur possible pour éviter toute manifestation indépendante de la classe ouvrière. « Il ne faut pas lutter pour les salaires, pour la reprise effective du travail, contre les patrons qui subventionnent ouvertement de nouvelles bandes fascistes, car ce serait rompre le Front National ».

« Action » ?

Typique, à cet égard, est l'attitude de l'hebdomadaire Action, organe du

DANS LE MONDE

Deux journalistes anglais décrivent la France:

« Pour employer un vieux cliché, les gens de Bruxelles et de Paris ne se rendent vraiment pas compte qu'il y a la guerre. La guerre les a quittés, les laissant à la joie d'une libération qui apporte un marché noir plus fort et plus noir que jamais et la ruine du franc. »

(Daily Mail. 11 octobre)

« Paris est la cité des contrastes. Il y a les femmes qui se pressent dans les grands magasins qui paieront 8.000 fs, pour une robe, ne trouvent rien à dire à cela. »

« Et il y a ces autres femmes qui font et refont les chapeaux de leurs mères et des jupes vieilles de cinquante ans dans l'espoir d'en faire, en les retournant, quelque chose qui paraisse neuf. »

« Il y a les hommes et les femmes qui paieront 1.000 fs. pour un dîner au marché noir, et il y a les femmes qui feront en plus de leurs travaux ménagers et des soins de leur maison 50 ou 80 km. à bicyclette dans l'espoir de trouver des légumes ou des fruits pour la table. »

« J'ai vu en même temps Paris sous ces deux aspects, écrit Dudley Ann Harmon, correspondant de la British United Press. Le tableau de ces contrastes constitue l'une des tragédies de la France. »

(The Star. 11 octobre)

Les officiers américains font du commerce

Le député du Texas, W.R. Poage, a discuté avec le correspondant du Daily Mail les accusations portées contre les officiers de l'armée américaine qui se livrent, à Paris, à des opérations commerciales privées. M. Poage a déclaré:

« Naturellement, ces allégations sont justes. Nous serions de vrais idiots si nous n'agissions pas ainsi. »

Une affaire bien empoisonnante

« La Vérité » n'a toujours pas reçu l'autorisation de paraître.

La bourgeoisie refuse de donner le droit à la parole aux ouvriers révolutionnaires.

Mais « La Vérité » paraît malgré tout, dans les mêmes conditions que sous Hitler et Pétain. Elle continuera à clamer la vérité, à rallier des centaines et des milliers d'ouvriers sous le drapeau de la révolution prolétarienne, à opposer le front ouvrier aux plans réactionnaires du grand capital.

« Une affaire bien empoisonnante », disiez-vous, M. Bayet, à propos de notre demande de légalisation. Et pour ne plus être « empoisonné », on rejette notre journal dans l'illégalité. Au nom de la lutte que nous avons menée depuis cinq ans contre la guerre impérialiste, contre la terreur blanche et l'occupation, nous dénonçons cette mesure réactionnaire, nous dénonçons les calomnies ignobles que l'on déverse contre notre Parti, nous continuons à lutter pour la LIBERTÉ TOTALE DE LA PRESSE OUVRIÈRE, pour la parution immédiate, au grand jour, de « La Vérité ».

« LA VÉRITÉ »

C.O.M.A.C., fortement influencé par le P.C.F. Dans son numéro du 13 octobre, Action publiait la biographie de l'actuel ministre des finances, M^r Leparcq, magnat de l'industrie et de la finance. Action révélait entre autres choses que M^r Leparcq avait été président du Comité d'Organisation des Combustibles Minéraux Solides, c'est-à-dire d'un organisme vichyssois. Dans le numéro suivant (20 octobre) Action rectifie, sous la dictée de M^r Leparcq: celui-ci n'a collaboré avec Vichy que jusqu'au 50 juin 1943 ! Du coup, Action peut écrire: « Nous faisons ces rectifications de bonne grâce. Si nous avons fait part de ces aspects de la personnalité de M. Leparcq, c'est parce que nous pensons qu'il faut que le public soit bien informé sur le sens de l'union patriotique exigée aujourd'hui plus que jamais. »

Effectivement, le « public » est maintenant à même de juger le véritable sens de l'union patriotique avec les Leparcq de l'O.C.M., organisation de combat anti-ouvrière du Comité des Forges, avec les Xavier de Hautecloque, alias Leclerc, ex-membre de la Cagoule, avec les politiciens et les généraux de la bourgeoisie.

Elle aboutit à s'aplatir devant les anciens collaborateurs de Vichy, et les partisans d'une « épuration éternelle » applaudissent à l'union patriotique avec

« ... Ce que nous voudrions bien faire comprendre c'est que les Britanniques eux-mêmes sont exactement la même chose. »

« Dans les armées démocratiques, il est normal qu'on trouve des hommes d'affaires sous l'uniforme, et il est naturel que ces hommes ne négligent pas une occasion de faire un peu de commerce ou, tout au moins, de préparer l'avenir. C'est humain. »

« Je ne vois pas pourquoi on ne se montre pas plus franc là-dessus. L'Armée, naturellement, n'approuve pas cette façon de faire, mais elle ne peut faire surveiller tous les gestes de ses officiers. »

« Aussi, cela continue et, en ce qui me concerne, je trouve ça très bien. »

FRANCO s'inquiète des troubles dans le Midi de la France

« Le transport par camion d'importantes quantités de vivres et de vêtements envoyés par le peuple espagnol à la population civile belge, a été retardé « par suite de désordres dans le midi de la France », déclarent les journaux madrilènes. »

« Ces désordres seraient dus à des bandes d'émigrés espagnols qui, ajoutent ces journaux: «troublent la sécurité des Français dans le Midi». Des « extrémistes français » fraternisent avec eux. Leurs centres d'activité les plus importants sont Saint-Jean-Pied-de-Port, les districts de Pau et de Toulouse. »

« Les journaux espagnols ajoutent que le prestige du gouvernement français est en jeu. A cause des actes de violence de réfugiés étrangers, le gouvernement français passe par « l'une de ses plus graves et plus regrettables crises ». »

« Le gouvernement espagnol a massé des troupes à la frontière et a pris toutes les mesures de sécurité nécessaires. Il a, en outre, offert de donner au gouvernement français le maximum de possibilités pour anéantir le centre de la rébellion. »

(Daily Telegraph. 12 octobre)

SUR LE FRONT OUVRIER

Lutte ouvrière et paysanne en Europe contre la guerre impérialiste

L'avance de l'Armée Rouge...

(suite de la 1^{re} page)

M. Lepereq, un des représentants de ceux qui, pendant 4 ans, ont spéculé, sans pudeur, sur la misère et l'esclavage des classes laborieuses.

Mobilisation ouvrière pour le travail et le pain

La classe ouvrière n'a rien à voir avec ces platitudes de journalistes qui se font les serviteurs de la bourgeoisie. Si elle suivait à nouveau ces messieurs dans leur capitulation éhontée, elle subirait à nouveau tout le poids de la dictature capitaliste.

Certes, le gouvernement de Gaulle ne peut pas encore songer à détruire les syndicats, les partis, la presse reconquis par 4 années de lutte contre l'occupation et le régime de Vichy. Ses premiers coups vont porter contre les initiatives issues des journées d'août : les Comités ouvriers, comme celui de chez Caudron, les Milices d'entreprises et de quartiers, les initiatives démocratiques de régiments F.F.I. (élection des officiers etc...), les commissions d'épuration etc...

Comment défendre ces conquêtes d'avant-garde ? Il sera impossible de les défendre si l'ensemble de la classe ouvrière ne se mobilise pas dès aujourd'hui sur des mots d'ordre dont la réalisation seule pourra lui apporter plus de bien-être et plus de liberté.

Plans de travail ! Contrôle ouvrier ! Nationalisation des industries-clés, des banques !

Quelle est la première question qui se pose maintenant pour la classe ouvrière ? Celle de la remise en marche des usines, des ateliers, des chantiers. Il faut d'un bout à l'autre du pays reconstruire les ponts et les routes, les quartiers d'habitation et les usines, donner à l'agriculture un équipement moderne, électrifier les campagnes. Pour cela, ne pas compter sur les capitalistes ! Ils ne tiennent pas, pour le moment, à s'incliner devant l'augmentation des salaires et ils s'inquiètent du renforcement des syndicats. Ils s'approprient à quel point quelques commandes militaires aux armées anglo-américaines : c'est-à-dire que non seulement un chômage monstrueux va affamer la plus grande partie des foyers ouvriers, mais encore que les besoins les plus élémentaires de la population ne seront pas satisfaits.

A l'incapacité, à l'anarchie capitalistes, les travailleurs doivent opposer leurs plans de travail pour remettre en marche la production. Dans leurs syndicats, ils doivent exiger la création de commissions chargées d'élaborer des plans de travail en liaison avec les techniciens. Ils doivent exiger la publicité totale sur les ressources actuelles en matières premières par les Comités d'organisation et l'O.C.R.P.I. (Office de contrôle et de répartition des produits industriels).

Sur la base des plans de travail, ils exigeront la remise en marche des usines sous le contrôle exercé par les Comités ouvriers démocratiquement élus, la nationalisation sans rachat ni indemnités des industries-clés et des banques, la gestion ouvrière dans les usines où la direction a fui ou a été emprisonnée.

Epuration ! Tribunaux populaires !

Ils exigeront le maintien des commissions d'épuration, la publicité des interrogatoires des Lehieux, Worms, Gignoux et C^e, leur jugement, non par des cours de justice bourgeoises qui les acquitteront, mais par des tribunaux populaires élus par le peuple laborieux.

Milices permanentes ? non, Milices ouvrières !

Les ouvriers des Milices n'accepteront pas la transformation des Milices ouvrières en "Milices permanentes", leur transformation en "Werkschutz", en gardiens d'usines. Au contraire, ils élargiront leurs effectifs, maintiendront un contact constant entre eux, s'entraîneront sérieusement à la lutte armée contre les nouvelles bandes fascistes.

Dans l'armée

Dans l'armée, les F.F.I. exigeront le maintien de leurs officiers élus, institueront leur propre contrôle politique sur les officiers, demanderont la création d'écoles militaires pour les officiers prolétaires.

« Que le peuple choisisse ! »

Tels sont les mots d'ordre, le programme qui peuvent faire échec à l'offensive bourgeoise. En dehors d'une lutte sérieuse et tenace pour les plans de travail, pour la remise en marche des usines, pour la nationalisation et le contrôle ouvrier, pour les Milices ouvrières, il ne reste qu'une voie : celle de la capitulation sans conditions devant la bourgeoisie, la capitulation devant ceux qui, sous le masque du patriotisme, voudraient perpétuer la domination férocé que nous avons connue ces 4 dernières années.

La capitulation signifie encore : misère et dictature. Au contraire, l'action ouvrière, l'initiative populaire peuvent faire des miracles : "Que le peuple choisisse".

ROCHAL.

- 22 Octobre 1941 - CHATEAUBRIANT

GUEGUEN BOURHIS

militants de la IV^e Internationale en France,

arrêtés par Daladier, désignés par Pucheu, étaient fusillés par les S.S.

La Révolution triomphante leur vengera !

QUE VEULENT LES OUVRIERS FRANÇAIS ?

Toutes les lettres d'usines font allusion aux problèmes essentiels de l'heure actuelle : les salaires et surtout la reprise du travail, l'épuration, les Milices, les libertés démocratiques. A propos des salaires, la plupart des lettres ont trait à l'aumône de 1.600 fr. attribués mensuellement aux ouvriers. « Nous ne voulons pas d'aumône, NOUS VOULONS NOS SALAIRES, nous voulons du travail, qu'on établisse le travail par roulement, qu'on instaure L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL » ainsi s'expriment les travailleurs.

Partout, ils réclament la reprise du travail. « Il y a du travail pour tout le monde dans la France d'aujourd'hui détruite et saccagée : qu'on détruise l'opposition patronale, qu'on nationalise sans rachat ni indemnités les industries lourdes, que la production soit remise en marche d'après un plan mis au point par les syndicats, sous le contrôle ouvrier exercé par les Comités d'usines. » 25.000 garde-voies manifestent à la gare du Nord contre leur licenciement éventuel. « Du travail ! » demandent des centaines d'ouvriers de la B.M.W. manifestant à Argenteuil.

Chez CAUDRON, les ouvriers montrent la voie. Ils ont chassé l'ancienne direction. Le nouveau directeur est un vieux militant syndicaliste. Il est assisté par deux délégués ouvriers. Le Comité d'usine élu concentre de nombreuses fonctions : il règle toutes les questions relatives à l'organisation du travail, au salaire, à l'embauche etc... « En un mot, c'est le véritable organisme de gestion de l'usine ». La Commission d'épuration, assistée par la Milice, travaille bien elle aussi : elle a liquidé bon nombre de collaborateurs qui poussaient à la production.

LE PROBLÈME DE L'ÉPURATION est d'ailleurs très souvent formulé par les ouvriers. Des grèves à la CARBONE-LORRAINE, à WESTINGHOUSE, à la C.M.S.C., etc... ont montré la volonté ouvrière de ne pas recommencer le travail avec

DANS la majeure partie de l'Europe, les ouvriers et les paysans se lèvent pour en finir avec les souffrances inouïes imposées par cinq années de guerre, d'oppression, de misère.

Saluons nos frères, les mineurs belges, qui, depuis le mois d'août, poursuivent une grandiose grève générale contre les conséquences de la déflation, pour un meilleur ravi-

taillement, pour la reconnaissance des commissions d'épuration élues par les mineurs. Saluons les femmes de Bruxelles qui, par milliers, manifestent pour le pain, contre les spéculateurs et les trafiquants.

Saluons les mineurs anglais qui poursuivent leurs grèves victorieuses pour des meilleures conditions de travail, pour la nationalisation sans rachat ni indemnités des mines, pour des salaires suffisants. Saluons les métallos de chez Austin à Birmingham qui ont poursuivi une grève victorieuse de cinq jours pour une augmentation de 75 %.

Saluons les ouvriers et les paysans d'Espagne qui relèvent la tête, s'approprient à recommencer juillet 1936, et disons-leur : luttiez jusqu'à la victoire du socialisme, écrasez non seulement la vermine franquiste, mais aussi ses bailleurs de fonds, capitalistes et hobereaux.

Saluons enfin les magnifiques combattants prolétaires d'Italie. L'émeute des masses affamées de Palerme n'est pas un fait isolé : le 22 octobre, M. Bonomi, président du Conseil italien, a donné des ordres à tous les Préfets afin d'éviter que les paysans ne s'établissent illégalement sur des propriétés terriennes ne leur appartenant pas. M. Bonomi a déclaré à ce propos : « En face de l'agitation paysanne, des membres des autorités locales ou spéciales ont été envoyés sur les lieux afin d'instruire et de persuader (sic) les paysans. Ces représentants officiels doivent inviter les groupements paysans à formuler leurs revendications dans les formes prévues par la loi et engager les propriétaires dont les terres font l'objet d'un litige à examiner les revendications des paysans dans un esprit de conciliation. » M. Bonomi ne pourra pas persuader les paysans italiens de continuer à souffrir davantage l'exploitation forcée des hobereaux, bailleurs de fonds de Mussolini.

La révolution agraire en Italie rejoindra la révolution des ouvriers de Bari et de Naples, de Milan et de Turin : le gouvernement des Comités ouvriers et paysans, telle sera demain la volonté des masses italiennes en révolte.

Et en Allemagne ? Aucune information précise ne nous parvient du prolétariat allemand est intacte. La révolution allemande balaitera Hitler et sa clique d'assassins. Ceux qui ont subi l'oppression de la Gestapo et des S.S. depuis 1933 se réveilleront et leur lutte deviendra l'immense espoir de millions d'ouvriers en Europe.

Au début d'une crise révolutionnaires précédant dans l'histoire du monde, nous répétons encore aux ouvriers de toute l'Europe : En avant vers la révolution socialiste ! En avant vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe ! Rejoignez toujours plus nombreux les rangs de la IV^e Internationale ! Seule, la IV^e Internationale peut mener les travailleurs à la victoire.

En avant vers la révolution socialiste ! En avant vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe ! Rejoignez toujours plus nombreux les rangs de la IV^e Internationale ! Seule, la IV^e Internationale peut mener les travailleurs à la victoire.

Comités d'usines et contrôle ouvrier

LA lutte des Comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie. Les ouvriers de chaque entreprise, indépendamment de leurs professions, souffrent du sabotage des capitalistes qui estiment assez souvent que la suspension de l'activité de telle ou telle industrie leur sera avantageuse, la faim devant contraindre les ouvriers à accepter les conditions les plus dures pour éviter à quelque capitaliste un accroissement de frais. La lutte

contre cette sorte de sabotage unit la plupart des ouvriers indépendamment de leurs idées politiques, et fait des Comités d'usines et de fabriques, élus par tous les travailleurs d'une entreprise, de véritables organisations de masse du prolétariat. Mais la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté consciente des capitalistes, mais aussi et beaucoup plus celle de la décadence irrésistible de leur régime.

Aussi, les Comités ouvriers seront-ils forcés, dans leur action contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront-ils bientôt en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie et sur son ensemble.

Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront cependant, de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste, des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

II^e congrès de l'Internationale Communiste

CHEZ LES POSTIERS FLEURY = COGNENC

Le 21 octobre, les postiers de la région parisienne se sont réunis en Congrès à la Bourse du Travail. 485 délégués représentaient 24.000 syndiqués. Les dirigeants sortants, pour la plupart membres du Parti Communiste Français, manœuvrèrent pour étouffer la discussion. Se relayant à la tribune, traitant, comme Gourdeux, de sujet sans rapport avec les préoccupations présentes des postiers, ils ne permirent pas à la base de s'exprimer longuement. Les motions présentées par les sections ne purent ainsi être mises aux voix. Malgré tout, la volonté des postiers de combattre activement pour leurs revendications, en particulier pour l'augmentation de salaires de 1.000 fr. avec rappel depuis janvier, se manifesta avec force. Les délégués de la Recette Principale préconisaient la grève pour le surlendemain 23. La direction syndicale, FLEURY en tête, s'opposait vigoureusement à une

ouvrier. A Londres on accuse Staline, Staline accuse Londres, tandis que 250.000 ouvriers ont payé de leur sang leur confiance dans la bureaucratie de Moscou. Staline ne veut pas, à aucun prix, que la révolution lève son drapeau rouge.

En ROUMANIE, l'Armée rouge est entrée victorieuse. Tout le pays est occupé. L'armée allemande défaite et battue a été partout rejetée. La Roumanie est à la frontière même de l'U.R.S.S. Depuis 25 ans, les ouvriers et les paysans ont les yeux tournés vers l'Union soviétique. Des dizaines de milliers de communistes révolutionnaires ont été enchaînés, torturés, tués dans les bagnes des capitalistes et des hobereaux roumains et de leur roi. Mais Staline est contre la révolution. Staline, seul maître, affermit sur son trône le roi Michel, celui qui a signé le pacte avec Hitler et qui a mené la guerre sanglante contre l'Union soviétique. Staline appuie « l'unité nationale » et pousse les communistes dans le gouvernement d'un Taresco, l'artisan de la dictature d'Antonesco, livre le pays aux généraux (tel le général Sanatescu), tandis que la police bourgeoise, la fameuse sigouranza, reste en place, même si elle rentre ses griffes pour l'instant.

Nulle part mieux que dans les Balkans, la politique contre-révolutionnaire de Staline éclate aux yeux. Cette fois-ci, l'Armée rouge seule occupe le pays : depuis des années, la classe ouvrière a montré par des actes qu'elle voulait jeter bas le régime sanguinaire des hobereaux et des bourgeois. Staline trompe et trahit la confiance du prolétariat roumain.

En BULGARIE, le pays où le Parti Communiste a été à la pointe du combat plus que partout ailleurs, Staline lie les pieds et les poings de la classe ouvrière.

Comme en Roumanie, il installe au pouvoir les Kimon Georgieff, l'ancien premier ministre qui a mené la répression contre les ouvriers révolutionnaires. Les ouvriers et les paysans pauvres sont obligés d'accepter sans broncher que la dictature continue. La colère gronde dans les Balkans : Staline peut l'apaiser au dernier moment en « sacrifiant » le roi et en affermissant la République bourgeoise. Mais, comme l'avait dit Molotov, la bureaucratie « ne veut pas changer les bases sociales d'aucun pays ».

Les ouvriers et les paysans pauvres des Balkans, comme de l'Europe entière, tireront les leçons qui s'imposent de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme. Pour lutter pour la révolution, pour renverser le capitalisme, il faut rompre avec le stalinisme, qui est devenu son soutien, comme le sont devenus les réformistes depuis 1914.

Staline trahit non seulement la révolution européenne, mais aussi l'Union soviétique et l'Armée rouge, dont il frustrer les victoires. L'Armée rouge se trouve au delà de l'Union soviétique, occupe des pays capitalistes et y maintient le capitalisme.

La question de la défense de l'U.R.S.S. se trouve désormais posée sous la forme ou bien lutter pour la révolution en démasquant le rôle que Staline et la bureaucratie assument contre l'Armée rouge elle-même, ou bien désarmer le prolétariat révolutionnaire dans les Balkans et dans l'Europe entière sous le prétexte que l'Union soviétique pourrait encore être en butte à une nouvelle et rapide attaque de la part de l'impérialisme.

Pour la victoire de la révolution, pour abattre le capitalisme et pour créer un véritable mur de défense de l'Union soviétique, il faut se dresser contre la politique traîtresse de la bureaucratie, pour rendre effectives les victoires de l'Armée rouge, partout où elle se trouve, il faut mettre en avant comme objectif immédiat le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, première étape vers les Etats-Unis socialistes soviétiques de l'Europe.

A bas les cliques des généraux et hobereaux « amis » de Staline.

Pour la révolution ouvrière, en avant sous le drapeau de la IV^e Internationale.

MARCOUX.

telle proposition, invoquait « l'opinion publique ».

Camarades postiers, vous avez vu que votre syndicat, débarrassé de Cognenc et de ses accolés, deviendrait une véritable organisation de combat. Mais les nouveaux dirigeants, membres du P.C.F., comme les anciens, sont liés par leur politique de collaboration de classe. Ne vous laissez pas décourager. Rejoignez plus nombreux vos sections syndicales ! Militez-y activement, imposez par votre action, par la grève si c'est nécessaire, les 1.000 fr. minimum avec rappel de Janvier ; l'augmentation des retraites ; la titularisation des auxiliaires ; une épuration sans faiblesse.